



Menu d'Aide Mémoire

[Publications](#) | [Présentation](#) | [Comment s'abonner](#) | [Recherche d'articles](#) | [Tous les numéros](#)

Article d'Aide-Mémoire

Le fantôme Facebook : n'est pas révolutionnaire qui veut !

 Thoreau, François
 n° 56, avril-juin 2011

Le 4 septembre 1830, Charles Rogier tape du poing sur la table : foin des orangistes ! Quelques jours plus tôt, le 25 août, quelques-uns de ses amis Facebook avaient posté la vidéo YouTube « La muette de Portici », du nom de ce film contestataire tourné entièrement en 3D. Très vite, Charles Rogier avait créé son groupe Facebook « Vive la liberté ! » et rassemblé 52.485 membres. Maintenant, c'était décidé, il s'en allait faire la révolution !

Anachronique ? Sans doute pas tant que ça, si l'on considère la permanence du phénomène révolutionnaire dans les sociétés humaines, et l'extrême brièveté d'existence des réseaux sociaux, apparus pour la plupart il y a moins de dix ans. Le « printemps arabe » témoigne d'une puissante atmosphère de contestation qui évoque pour de nombreux observateurs le « printemps des peuples » de 1848, du nom de cet ensemble de soulèvements populaires qui ont littéralement renversé les régimes politiques au pouvoir en Europe occidentale. En grossissant le trait, ces derniers ont progressivement versé dans l'archaïsme, en ne prenant pas le pli des bouleversements profonds induits par la révolution industrielle. Alors, qu'en est-il aujourd'hui ? Les Facebook et autres Twitter sont-ils l'*alpha* et l'*oméga* de la révolution sociale ?

Les réseaux sociaux sont, ni plus ni moins, des espaces de socialisation, c'est-à-dire un espace où les utilisateurs créent des communautés en ligne, font société, comme l'ont permis d'autres institutions à d'autres époques. Cette idée va à contre-courant d'un certain discours médiatique très linéaire, selon lequel Facebook et Twitter créent la révolution. On en avait vu les prémices lors des manifestations en Iran, suite aux élections de juin 2009, lorsque la vidéo de la mise à mort d'une jeune fille avait été diffusée via Twitter. Depuis lors, à intervalles réguliers, le discours à sens unique des « réseaux sociaux qui font la révolution » se répète dans certains médias, quitte à introduire un amalgame entre « la carte » (les réseaux sociaux) et « le territoire » (la révolution *in concreto*).

Pourtant, ce discours très unilatéral mérite d'être nuancé. Il est indéniable que les réseaux sociaux exercent un rôle important dans les révolutions arabes, dans la configuration sociale actuelle. Comment comprendre, autrement, que le régime égyptien ait tenté de « couper » Internet, faisant abruptement chuter le trafic total de 80 % ? Et puis, de manière générale, les réseaux sociaux font office de vitrines, en tout cas par rapport aux opinions publiques occidentales. Ils donnent à voir la réalité de la contestation dans toute sa crudité, qui n'a rien de numérique. Toutefois, il faut cerner précisément en quoi les réseaux sociaux ont été utiles à la mobilisation sociale.

D'une part, ils jouent le rôle d'un *catalyseur*, c'est-à-dire d'un principe actif qui précipite la réaction révolutionnaire, sans pourtant en changer la substance. Les réseaux numériques sont autant d'endroits où peut s'exprimer et se cristalliser une idée partagée, à une vitesse foudroyante. Cette fonction est rendue possible via les mécanismes « électifs » typiques des réseaux sociaux. Ceux-ci procèdent d'un effet boule de neige, largement centralisateur, qui conduit à porter très vite une attention élevée à certains sujets (un groupe, une cause, une personne), à l'exclusion potentielle de tous les autres. C'est la logique de fonctionnement du « buzz ».

Cela dit, il serait à la fois impensable et absurde de faire l'hypothèse que les milliers de manifestants réunis place Tahrir, en Égypte, ne sont venus qu'après s'être inscrits sur le groupe Facebook « Mubarak Dégage ! ». Avant tout, il est essentiel de commencer par relativiser la portée du phénomène « Internet ». On sait que le taux de pénétration de cette technologie n'excède pas les 34 % en Tunisie, pourtant premier pays africain connecté à la toile (dès 1996). C'est à peine un tiers des habitants. L'Égypte vient loin derrière, avec



EDITIONS

Faire un don



seulement 21 % de sa population. Outre la marginalité du phénomène numérique dans les pays du Maghreb, ce qui frappe également est le contraste entre l'idée, abstraite, d'une révolution numérique, et la réalité, concrète, de la mobilisation populaire. La révolution ne se fait pas d'abord sur Facebook, ensuite, mécaniquement, dans la rue. Elle déborde dans les foyers, les écoles, les universités, les commerces, les mosquées, etc.

D'autre part, à l'inverse, une « cyber-protestation », pour massive qu'elle soit, ne prend de sens que lorsque les acteurs sociaux s'en emparent sur le terrain, et l'expérience montre que de la coupe aux lèvres, il y a souvent un pas que de nombreux « cyber-protestants » ne franchissent jamais. La mobilisation spectaculaire retombe alors comme un soufflé.

Prenons le cas belge. À l'initiative d'une agence publicitaire, « Camping 16 » propose aux citoyens de camper virtuellement devant le 16 rue de la Loi, en signe de contestation de la lenteur des négociations gouvernementales. Sous le mot d'ordre étonnant de « Remboursement ! », l'initiative regroupe plus de 154.000 cyber-manifestants. Un chiffre qui contraste singulièrement avec les 35.000 personnes réunies pour la marche « SHAME » du 23 janvier 2011. On constate donc que les effets réels de la cyber-protestation tendent vers le néant, lorsque le message porté est flou ou ne propose pas d'alternative politique.

L'exemple nous éloigne singulièrement, il est vrai, des contrées méditerranéennes et de l'importance de ce qui est en train de s'y produire. Toutefois, il faut bien souligner, une fois encore, le décalage entre l'aspect « superficiel » d'une contestation en ligne et les tendances de fond à laquelle les révolutions font manifestement droit. Celles-ci sont avancées avec beaucoup de clairvoyance par le démographe et historien Emmanuel Todd. D'abord, les pays du Maghreb ont connu des explosions démographiques d'une ampleur rare, la population égyptienne, par exemple, ayant quintuplé en l'espace de soixante ans. Il en résulte une population d'une insolente jeunesse. On comprend la fougue contestataire dont peuvent faire preuve les 70 % de la population âgés de moins de 30 ans, face à des régimes politiques à peu près aussi âgés qu'eux. Enfin, les habitants d'Égypte et de Tunisie sont massivement alphabétisés, à un stade inédit dans l'histoire de ces pays. On parle respectivement de 66 % et de 74 % de la population adulte. À l'heure actuelle, l'immense majorité des enfants fréquentent régulièrement l'enseignement fondamental (94 % en Égypte, 98 % en Tunisie).

Donc, de la même manière que les révolutions arabes ne sauraient être réduites à une manifestation Facebook, les « cyber-protestations » restent de simples pétitions de principe, tout au plus des étincelles propres à propager la flamme au gaz révolutionnaire, qui couve. Mis bout à bout, ces éléments permettent de « dédramatiser » le rôle joué par les réseaux sociaux, dont Facebook, qui s'avèrent n'être que de simples reconfigurations des espaces de socialisation qui existaient bien avant Facebook et qui, selon toute vraisemblance, lui survivront.

En cela, on rejoint les questions posées depuis longtemps par les théoriciens de l'espace public, comme Jürgen Habermas ou Claude Lefort. Ce dernier, par exemple, estimait que le découplage de l'espace public était une condition préalable à toute contestation sociale. À ce titre, il n'est pas illégitime d'admettre que les réseaux sociaux ont pu jouer un rôle d'ouverture, puisqu'ils sont dispensés de respecter les filtres institutionnels qui, par définition, peuvent peser sur les organes médiatiques d'un pays. Ils ouvrent des forums décentralisés, à expression directe, redoutablement difficiles à contrôler dans un contexte où prolifèrent aussi bien les plateformes d'échanges que les instruments de la connexion (téléphones, ordinateurs portables, tablettes, etc.). Cependant, en admettant que ce phénomène de mise en réseau ait permis de faire l'état des forces contestataires en présence, il a agi en cela comme les espaces et outils de socialisation qui ont toujours présidé aux révolutions populaires.

Allons ! Loin des utopies technophiles, Facebook n'est qu'un outil de socialisation. Comme le disait déjà Alexis de Tocqueville en 1850 : « Il arrive souvent, au contraire, dans les pays démocratiques, qu'un grand nombre d'hommes qui ont le désir ou le besoin de s'associer ne peuvent le faire, parce qu'étant tous fort petits et perdus dans la foule, ils ne se voient point et ne savent où se trouver. Survient un journal qui expose aux regards le sentiment ou l'idée qui s'était présentée simultanément, mais séparément, à chacun d'entre eux. Tous se dirigent aussitôt vers cette lumière, et ces esprits errants, qui se cherchaient depuis longtemps dans les ténèbres, se rencontrent enfin et s'unissent. »

François Thoreau

Aspirant du F.R.S.-FNRS, politologue au Spiral, à l'Université de Liège, et titulaire d'un Master européen en Sciences, Technologies et Société. <http://thoreau.be>

Mots-clés : Libye, Médias, Moyen orient, Tunisie,

© Les Territoires de la Mémoire - Belgique

[retour](#)

[imprimer](#)



asbl « Territoires de la Mémoire »

Boulevard d'Avroy 86, 4000 Liège
Tél. +32 (0)4 232 70 60 | Fax. +32 (0)4 232 70 65
accueil@territoires-memoire.be

